

Jean-Michel Blanquer : « Nous sommes le pays qui a le moins fermé ses écoles »

Dans un entretien au *Figaro*, le ministre de l'Éducation nationale fait le bilan d'une année scolaire perturbée par le Covid. Il défend sa volonté de maintenir les écoles ouvertes pendant la crise sanitaire et annonce que des dispositifs de vaccination seront déployés dans les établissements à la rentrée. Il affirme par ailleurs que sa réforme du baccalauréat va revaloriser ce diplôme décrié. **PAGE 2**

L'ÉVÉNEMENT

Jean-Michel Blanquer : « Le rebond de l'école primaire a commencé »

Le ministre de l'Éducation tire le bilan d'une année scolaire perturbée par le Covid et donne des perspectives pour la rentrée prochaine.



PROPOS RECUEILLIS PAR

CAROLINE BEYER @CBeyer
ET VINCENT TRÉMOLET DE VILLERS
 @vtremolet

GARDER les écoles ouvertes. C'est le cap qu'a tenu le ministre de l'Éducation nationale, quitte à faire l'objet de violentes critiques. « *Chacun comprend aujourd'hui que c'était la bonne option* », martèle Jean-Michel Blanquer, qui tire le bilan de l'année écoulée, avant de préparer une rentrée 2021 qui verra arriver en septembre des élèves vaccinés et non vaccinés. À neuf mois de l'élection présidentielle, il défend sa réforme du bac malmenée par le Covid et affirme que sur le niveau des élèves « *les courbes s'inversent* ». « *Thème d'avenir par excellence* », l'éducation sera, selon lui, au cœur de la campagne.

LE FIGARO. - Quel bilan tirez-vous de l'année écoulée ?

Jean-Michel BLANQUER. - L'enjeu majeur était de maintenir au maximum les écoles ouvertes. En parallèle d'un protocole sanitaire strict et évolutif, nous avons placé l'enfant et l'adolescent au cœur de nos priorités. Chacun comprend aujourd'hui que c'était la bonne option. Elle nous a permis d'être le seul pays, parmi tous les pays de l'OCDE comparables, à n'avoir fermé que douze semaines depuis le début de la crise sanitaire, là où plusieurs sont plutôt autour de 50. Au demeurant, nous avons poursuivi les réformes à l'agenda, avec la priorité aux savoirs fondamentaux à l'école primaire et l'accomplissement de la réforme du lycée.

Sur les savoirs fondamentaux, quels sont les éléments de satisfaction ?

Depuis 2017, les évaluations de CP et CE1 permettent d'avoir un portrait précis de chaque enfant de France, en français et en mathématiques. Ces évaluations sont un levier fondamental pour la réussite des élèves, ainsi qu'un outil de pilotage stratégique. Elles nous ont notamment permis de constater des progrès significatifs de 2017 à 2020, puis un affaïssissement du niveau en septembre 2020 - tout à fait prévisible après le confinement - et un rattrapage de tout cela dès février 2021. Les résul-

tats du dédoublement des classes de CP, CE1 et de dernière année de maternelle en éducation prioritaire sont très encourageants. S'ajoutent à cela les plans français et mathématiques, qui ont formé des cohortes entières de professeurs, sur la base de recommandations de notre Conseil scientifique. Le rebond de l'école primaire a commencé. Mon objectif est d'avoir des enfants qui arrivent en sixième en maîtrisant les savoirs fondamentaux. Nous n'y sommes pas encore mais, pour la première fois, les courbes s'inversent.

La réforme du bac s'est mise en place en cette année exceptionnelle.

Entendez-vous les critiques autour de la dévalorisation du diplôme ?

Le paradoxe, c'est de parler de dévalorisation du baccalauréat l'année même où s'amorce sa grande revalorisation. La crise sanitaire a conduit à une plus grande prise en compte du contrôle continu et à un fort taux de réussite. Mais ce n'est pas le nouveau baccalauréat qui induit cela. Il induit un équilibre entre le contrôle terminal (60 %) - avec les deux épreuves de spécialités - et le contrôle continu (40 %). Il faut bien avoir en tête que les épreuves terminales de spécialités (qui n'ont pas pu se tenir cette année, en mars, NDLR) compteront dans Parcoursup et dans l'admission vers l'enseignement supérieur. Ces spécialités permettent d'offrir aux élèves un plus grand choix. Elles sont également plus exigeantes, puisque nous avons révisé les programmes en ce sens. J'invite chacun à comparer par exemple les actuels programmes de physique-chimie et de mathématiques à ceux qui existaient précédemment. J'invite aussi chacun à regarder les questions très approfondies auxquelles les élèves ont répondu pour le grand oral.

Beaucoup de questions se sont malgré tout posées autour de la notation...

Le problème autour de la notation et de son hétérogénéité existait bien avant la réforme. Nous le prenons à bras-le-corps. Depuis des années, le contrôle continu compte dans l'admission aux filières sélectives de l'enseignement supérieur, qui concernent 50 % des élèves. Il y a eu des commissions d'har-

monisation. Avec le nouveau bac, nous pourrions beaucoup plus comparer la notation de contrôle continu d'un établissement aux notes obtenues lors des épreuves terminales. Nous pourrions en déduire des coefficients de pondération et travailler sur des leviers pour objectiver la notation mais aussi améliorer le niveau de chaque lycée.

Que dire de la bienveillance à laquelle nous avons assisté ?

La logique de bienveillance n'est pas à récuser en tant que telle. Cette année, tout le monde a réclamé, à juste titre, de la bienveillance à l'égard de la jeunesse. Mais dans ce contexte, j'ai toujours lutté pour maintenir une rigueur de base, avec le maintien du bac de français et le grand oral. Malgré des débats parfois violents, nous n'avons jamais choisi la pente la plus facile. Nous sommes comme des navigateurs qui ont traversé une énorme tempête, ont amené le bateau à bon port et à qui ont fait des remarques sur l'état de la voile.

Le bac n'est-il pas, selon vous, une survivance nostalgique ?

Je crois beaucoup à son avenir et son utilité. Il est la dernière institution nationale commune à une génération depuis la fin du service militaire. Il faut se garder de vision schématique. 80 % d'une génération l'obtient, dont 50 % pour le baccalauréat général. Son sens a évolué avec le temps. Désormais, il est tout autant un certificat de fin d'études secondaire qu'une porte d'entrée dans l'enseignement supérieur. Les deux dimensions comptent et les deux ont été renforcées.

Les « woke » et la « cancel culture » font beaucoup parler d'eux.

Comment faire en sorte qu'elles n'entrent pas à l'école ?

Je considère que ces mouvements sont une profonde vague déstabilisatrice pour la civilisation. Ils remettent en cause l'humanisme, issu lui-même de longs siècles de maturation de notre société. Ceux qui font cela s'attaquent





aux fondamentaux, certains sciemment, par une forme de rejet du monde libre, d'autre part, une incompréhension des enjeux. Il faut donc avoir le bon logiciel en tête. Le mien est républicain, humaniste, universaliste. Cela signifie que l'on ne doit pas essentialiser les différences et qu'on ne doit pas chercher à fragmenter la société en sous-chapelles identitaires. Cette approche rassemble probablement 90 % des Français, dès lors qu'elle est explicitée. Il faut être capable de nommer les choses dans le débat public et de mener une contre-offensive. C'est ce que j'ai fait dans le domaine de la laïcité, en créant le conseil des Sages, qui a permis de développer, grâce à des personnalités de haut niveau, une vision et des références claires, nettes et précises. Nous nous appuyons sur la formation des professeurs et les programmes pour réinitialiser ce logiciel républicain à l'école.

Comment envisagez-vous la rentrée, avec les nouvelles règles annoncées par le président ? Le protocole sanitaire strict va-t-il être remis en question ? Y aura-t-il une gestion différenciée entre élèves vaccinés et non vaccinés ? Il est encore trop tôt pour détailler les choses. Ce qui est certain, c'est que nous avons terminé l'année scolaire avec une politique extrêmement rigoureuse de fermeture des classes, à partir d'un seul cas de Covid. Nous verrons, en fonction de l'évolution de la situation épidémique, si nous maintenons cette règle à la rentrée. En parallèle, avec le ministère de la Santé, nous avons lancé, depuis le mois de juin, une campagne de vaccination à destination des 12-17 ans. Il faut se faire vacciner. C'est, pour tous les Français de plus de 12 ans et pour tous ceux qui sont concernés par la vie scolaire, une condition de sérénité. À la rentrée, des dispositifs de vaccination seront installés dans les établissements scolaires, avec des personnels de santé externes au ministère de l'Éducation nationale.

Dans l'académie de Paris, des règles de mixité sociale et scolaire ont été mises en place dans l'accès

aux lycées. Doivent-elles être étendues en France ?

Paris était un cas particulier. Nous étions dans une impasse : un système d'affectation qui aboutissait à une hiérarchisation caricaturale des lycées parisiens avec, dans le mieux considéré, des élèves ayant tous 17 de moyenne, et dans le moins réputé, 4. Ce n'est bon pour personne. Dans la réforme menée par le recteur de Paris, il y a toujours une place importante pour le mérite. Mais tout ceci est mâtiné de mixité sociale et de possibilité d'avoir des niveaux moins homogènes. Mon objectif, à Paris comme ailleurs, est de rehausser le niveau des lycées les moins considérés avec des mesures très volontaristes quant à l'offre d'enseignement et le climat scolaire.

Existe-t-il une tentation de discrimination positive, comme on peut le voir dans les grandes écoles, au détriment de la méritocratie ?

En aucun cas. Dans tous les débats que l'on a eus au sein du gouvernement, nous avons toujours récusé le mot et la chose. En revanche, il est normal d'agir sur tout ce qui se situe en amont de la méritocratie, et faire en sorte que, dès le plus jeune âge, les inégalités soient compensées. Le plus grand socle de la démocratie est l'égalité des chances. Cela se joue dans les premières années de la vie. C'est là que j'ai porté le fer.

L'éducation sera-t-elle au cœur de la campagne présidentielle ?

L'éducation est le thème d'avenir par excellence. Avec le Covid, plus de 1 milliard d'élèves dans le monde ont été privés d'école très durablement, avec un risque de décrochage massif, des conséquences sociales, sociétales, géopolitiques profondes. Nous avons besoin de concertation au niveau européen et mondial sur la question, pour investir solidairement dans l'éducation. J'ai porté, avec le soutien du président de la République, plusieurs initiatives pour une hausse mondiale de l'investissement en éducation. Au cours de la présidence française de l'Union européenne, je serai amené à

faire une série de propositions, en lien avec le ministre de l'Économie. Il faut considérer l'éducation comme un pilier de notre société, mais aussi de notre économie, de notre culture et de notre liberté. ■

CULTURE « WOKE » : BLANQUER LANCE UN THINK-TANK

On se souvient de sa sortie virulente, en octobre, sur les ravages de l'islamo-gauchisme, après l'assassinat de Samuel Paty. Le ministre de l'Éducation, qui a toujours défendu haut et fort la laïcité, lancera à la rentrée prochaine un think-tank autour de la défense des valeurs de la République. Une contre-offensive destinée à faire face à la « cancel culture » – la culture de l'effacement – et à l'idéologie « woke ». Quels sont les tenants et aboutissants de cette « cancel culture » ? Qui en sont les apôtres ? Comment proposer une alternative à la jeunesse ? Comment éviter la fragmentation de la société ? Tels seront les objectifs de ce club de réflexion. Des contacts ont d'ores et déjà été pris avec l'ancien premier ministre Manuel Valls, mais aussi Jean-Pierre Chevènement.



À la rentrée, des dispositifs de vaccination seront installés dans les établissements scolaires, avec des personnels de santé externes au ministère de l'Éducation nationale,

Il faut considérer l'éducation comme un pilier de notre société, mais aussi de notre économie, de notre culture et de notre liberté,

12

semaines

de fermeture des écoles depuis le début de la crise sanitaire en France

93,8 %

Le taux de réussite après les épreuves de rattrapage au baccalauréat 2021





**Jean-Michel Blanquer,
dans les jardins du ministère
de l'Éducation nationale,
à Paris, le 15 juillet 2021.**
FRANCOIS BOUCHON/LE FIGARO

